



SciencesPo.

CERI
CNRS

L'ALLEMAGNE, VINGT APRES.
COMMENT LA REUNIFICATION A TRANSFORME
L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE

Anne-Marie Le Gloannec

(directrice de recherche au CERI-Sciences Po)

La République fédérale, que l'on nomme un peu trop hâtivement la République de Bonn, était déjà une grande puissance exportatrice. Les reproches que l'on fait à l'Allemagne réunifiée à propos de son succès économique fondé sur les exportations, la diminution de son taux de croissance ou sa modération salariale n'ont donc rien de nouveau. Dès sa fondation, la République fédérale a misé sur les exportations, accumulant d'année en année des excédents toujours plus impressionnants. Après deux décennies de miracle économique (croissance et redistribution salariale), un nouveau modèle, que certains économistes ou politiques vitupèrent, s'est mis en place dans les années 1970. Il est fondé sur l'exportation, la modération salariale et, surtout, sur l'extraordinaire innovation de petites et moyennes entreprises qui fabriquent des produits de haute technologie recherchés dans le monde entier. Ce modèle est toujours le même et arguer d'un tassement des salaires au cours des quinze ou dix-huit dernières années est fallacieux puisque la réunification a été suivie d'un boom keynésien. L'industrie et le monde des affaires –les 500 premières entreprises du Gotha mondial mais aussi les PME qui irriguent le tissu industriel allemand – ont les yeux fixés sur l'étranger. A Francfort, Stuttgart, Munich ou Berlin, on s'interroge sur la meilleure façon de soutenir le rythme du développement chinois sachant que l'Allemagne se

dépeuple, que par conséquent les ingénieurs feront bientôt défaut et que si l'intégration des immigrés ne peut être qualifiée d'échec total, du moins ne contribue-t-elle pas au relèvement de l'économie. Les Allemands appréhendent le monde en des termes plus géoéconomiques que géostratégiques : il y a quelques années, Peter Struck, alors ministre de la Défense, avait déclaré que la défense de l'Allemagne commençait à l'Hindu Kusch. Celle de l'économie allemande débute à Shanghaï et Guenzhou, pas à Paris ou à Londres.

Le progressif délitement de la cohésion et de l'esprit européens, conséquence à la fois directe et indirecte de la réunification de l'Allemagne et de l'Europe, est en revanche une donnée nouvelle. Naguère, l'OTAN et la Communauté européenne ancrèrent la République de Bonn en Occident. Le concept d'Occident dissimule (mal) le rétrécissement du monde occidental, les tensions diffuses et centrifuges entre les Etats, le fossé transatlantique, le désenchantement européen et le désamour des Allemands pour l'Amérique comme pour l'Europe. L'extraordinaire parenthèse des relations germano-américaines, ouverte en 1949 avec la mise en place du pont aérien, s'est refermée à la fin des années 1970. Avec la disparition de la menace soviétique, l'Allemagne n'a plus eu à importer sa sécurité des Etats-Unis. Les erreurs et le discrédit de George W. Bush ont fait le reste. La République de Berlin n'avait plus de leçons à recevoir de personne, comme l'a rappelé Gerhard Schröder à la veille de la guerre contre le régime de Saddam Hussein.

Dans l'Union européenne, l'élargissement ne s'est pas accompagné d'un véritable approfondissement. L'élargissement n'a pas entraîné de dysfonctionnement institutionnel mais aucun gouvernement européen ne s'investit aujourd'hui dans les biens communs européens. Les Britanniques n'ont jamais caché leur intérêt limité dans l'Union (à l'exception du grand marché intérieur), les Français utilisent la cause européenne à des fins intérieures, les Hongrois ou les Italiens se sont désengagés de la cause européenne et les Allemands, élites et opinion publique confondues, ne croient plus à une embellie démocratique. Pour Berlin, les Vingt-sept sont au mieux un marché ou un régulateur du marché), la démocratie étant garantie par les institutions allemandes, comme l'a rappelé la Cour constitutionnelle de Karlsruhe à deux reprises, en 1994 et en 2009. Au pire, l'Europe est un gouffre financier dans lequel disparaissent les contributions allemandes, comme l'avait souligné de façon peu élégante Gerhard Schröder en 1999. Le sauvetage de la Grèce a ainsi fait l'objet de nombreuses critiques. Les Allemands estiment avoir beaucoup payé pour la réunification et, surtout, s'être vu imposer une union monétaire qui à aucun moment ne devait devenir une union de transfert redistributrice.

Ces distensions, voire dissensions, cachent mal la double fissure de l'Union. La première oppose les pays du Nord à ceux du Sud. Avec la crise grecque, les cultures politiques se sont réinstallées sur le devant de la scène : au Sud dispendieux s'oppose le Nord vertueux, une ligne de fracture que l'on peut constater à Bruxelles dans les sanctions proposées par les Etats membres. La deuxième fissure, d'autant plus inquiétante qu'elle se combine à la première, est franco-allemande. Français et Allemands ont longtemps conjugué leurs différences pour subsumer celles des communautés du Sud et du Nord. Désormais, ils dérivent et s'éloignent les uns des autres. Le décrochage de la France n'est pas nouveau : il y a cinquante ans déjà, le franc décrochait du Deutsch Mark et l'Allemagne faisait figure d'exemple à suivre ou d'épouvantail... La France n'en jouissait pas moins à l'époque d'un crédit politique qui la rehaussait aux yeux de son partenaire. Au cours des dix ou quinze dernières années, les exportations industrielles françaises se sont effondrées et il n'y pas eu de rééquilibrage politique. Autre symbole de l'accroissement du fossé entre la France et l'Allemagne : le traité de Nice qui a mis fin à la parité existant entre Français et Allemands. Le rapprochement de Jacques Chirac et Gerhard Schröder au début de la décennie 2000 s'est fait au détriment de l'Union, chacun défendant les intérêts particuliers de l'autre sans renforcer la cause commune. Pourtant, la France est probablement le seul pays à pouvoir instiller de l'Europe en Allemagne, à condition bien sûr de croire sérieusement à la cause européenne et de se rétablir, le déséquilibre européen étant autant dû à l'assurance de Berlin qu'à la faiblesse de Paris...